



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Clermont-Ferrand, le 29 janvier 2021

Service Vétérinaire Santé Protection Animales et Environnement
N/Références : 2021 00246

Abattoir Municipal d'Ambert

Affaire suivie par : Jérôme LEVEQUE
Tél : 04 73 42 16 89
ddpp@puy-de-dome.gouv.fr

neg

Avenue de la Dore
63600 AMBERT

Copie transmise pour information à :

Mairie d'Ambert Boulevard Henri IV 63600 Ambert à l'attention de Madame Brigitte ISARD

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Campagne de contrôles inopinés 2021 des rejets aqueux des installations classées de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Pièces jointes :

- Annexe 1 : Liste des prestataires mandatés par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Annexe 2 : Données relatives au contrôle inopiné des rejets aqueux de votre établissement à communiquer au prestataire (paramètres à rechercher) ;
- Annexe 3 : Logigramme (étapes clés de la procédure).
- Annexe 4 : Références réglementaires

Monsieur le directeur,

Dans le cadre de ses missions, le service d'inspection des installations classées a la possibilité d'effectuer des contrôles inopinés pour vérifier la conformité des rejets aqueux de vos installations.

En pratique, ces contrôles ont pour but de vérifier le respect des rejets aux référentiels réglementaires (arrêté préfectoral d'autorisation (AP) et/ou arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG)) et d'apprécier la cohérence des résultats de votre autosurveillance.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-8 du Code de l'environnement, les dépenses correspondant à l'exécution de ces analyses sont à votre charge.

Dans ce cadre, je vous informe que **j'ai prévu d'effectuer un tel contrôle dans votre établissement au cours de l'année 2021** en application de l'article n°32 de l'AMPG du 30/04/2004 modifié (*) (cf point V art 58. de l'AMPG 02/02/98 modifié → Annexe 1 art 10 de l'AMPG 24/08/2017).

Ce contrôle (prélèvement et analyse) sera réalisé par le prestataire de votre choix figurant dans la liste jointe en annexe 1. Cette liste correspond aux organismes mandatés par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes sous condition de respecter un cahier des charges..

Ce contrôle pourra se substituer à l'un des contrôles réglementaires (ex : contrôle externe de recalage) réalisés par un organisme agréé, à la condition que l'ensemble des dispositions en termes de points de rejet et de paramètres à contrôler prévues en application de l'article n°33 de l'AMPG du 30/04/04 modifié soient satisfaites

Il vous appartient donc de consulter un ou plusieurs prestataires figurant en annexe 1 et de me communiquer, **dans un délai de deux mois** à compter de l'envoi du présent courrier, le **choix de votre prestataire ainsi qu'un justificatif de la commande.**

Vous devrez également communiquer au prestataire :

- les informations figurant à l'annexe 2 de ce présent courrier (contacts DREAL et paramètres à mesurer) ;
- les dates d'intervention de votre organisme habituel dans le cadre de vos contrôles réglementaires ;
- vos plannings de production et de maintenance afin que le contrôle soit effectué dans des conditions représentatives de votre activité.

Attention : dans le cas d'un contrôle réalisé dans des conditions non représentatives, l'inspection pourra être amenée à réitérer ce contrôle à vos frais.

Sans réponse de votre part dans les délais fixés pour le choix du prestataire ou l'envoi d'un justificatif de la commande, l'inspection engagera à vos frais une procédure de désignation d'office d'un prestataire.

La date du contrôle inopiné sera choisie par l'inspection, sans que vous en soyez préalablement informé.

Le jour du contrôle, vous transmettez au prestataire les conditions de fonctionnement des installations contrôlées et, le cas échéant, les résultats d'autosurveillance correspondant au prélèvement effectué.

L'intervention pourra être précédée par une visite préliminaire des installations de rejets à contrôler. Le prestataire prendra contact avec vous pour programmer cette visite.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir réserver le meilleur accueil au personnel de ce prestataire lors de sa visite dans votre établissement, et de faire en sorte de lui faciliter l'accès à vos installations. Il vous appartient d'informer le prestataire des habilitations de sécurité éventuellement nécessaires et de prendre toutes vos dispositions pour permettre aux intervenants l'accès aux équipements qui seront contrôlés.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma sincère considération.

Le directeur de la protection des populations

Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations,

Bertrand TOULOUSE

Nota : (*) : Arrêté ministériel du 30/04/04 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous « les rubriques n° 2210 et 3641 »

Annexe 1 : Liste des prestataires mandatés par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Laboratoire	Adresse	Site Internet	Contact
APAVE SUDEUROPE SAS	177, route de Sain-Bel BP 3 69811 TASSIN Cedex	www.apave.com	Guillaume FERRIER guillaume.ferrier@apave.com 04 78 19 81 78
BUREAU VERITAS	16, Chemin du Jubin BP 26 69571 DARDILLY Cedex	www.bureauveritas.fr	Benoit DALIBARD benoit.dalibard@fr.bureauveritas.com 06 45 63 71 41
CERECO	ZA des Platières 81 chemin des Platières 38670 CHASSE-SUR-RHÔNE	www.cereco.fr	Alexis GONIN alexis.gonin@cereco.fr 04 72 30 03 35 06 89 27 66 01
CTC	4, rue Hermann Frenkel 69367 LYON Cedex 07	www.ctcenvironnement.com	Cédric GOUT cgout@ctcgroup.com 04 72 76 10 05
DEKRA INDUSTRIAL	36, avenue Jean Mermoz BP 8212 69355 LYON Cedex 8	www.dekra.fr	Franck MORBINI franck.morbini@dekra.com 04 72 78 44 11 06 34 69 72 29
EUROFINS HYDROLOGIE CENTRE EST	2 rue du Chanoine Ploton 42000 SAINT ETIENNE	www.eurofins.fr	Marlene VIEWEGER EHCESTE@eurofins.com 04 77 92 26 00
IRH INGENIEUR-CONSEIL	6 rue de l'Ozon 69360 SEREZIN DU RHONE	https://www.anteagroup.fr/fr	Julie BRIAUD julie.briaud@irh.fr 04 78 02 17 42
LA DRÔME LABORATOIRE	37 avenue de Lautagne BP 118 26904 VALENCE Cedex 9	www.laboratoire.ladrome.fr/	Yvan SERVE laboratoire@ladrome.fr 04 75 81 70 70
LAEPS	53 rue du Busard des Roseaux ZI des Bordets 74130 BONNEVILLE	www.laboratoire-laeps.fr	Jennifer LAROUR Logistique@laeps.fr 04 50 25 60 88
SGS FRANCE	Multiparc de Parilly 50 rue Jean Zay Bâtiment L 69800 SAINT PRIEST	www.sgsgroup.fr	Sandrine JUSTET Sandrine.Justet@sgs.com 06 33 32 90 01
SOCOTEC FRANCE	11, rue Saint-Maximin 69416 LYON Cedex 3	www.socotec.fr	Aurélien BROTTES aurelien.brottes@socotec.com 06 09 72 38 69

Attention :

- le prestataire choisi (et le cas échéant, le sous-traitant) ne doit pas effectuer l'année en cours ou n'a pas effectué l'année précédente des mesures d'autosurveillance de vos rejets aqueux et/ou le contrôle externe de recalage ;
- le prestataire choisi (et le cas échéant, le sous-traitant) doit pouvoir effectuer l'ensemble des contrôles spécifiques à votre établissement et ainsi disposer de tous les agréments requis pour les paramètres à contrôler ;
- les seuils de quantification présentés par le prestataire doivent être adaptés à vos rejets et à vos valeurs limites d'émission (il est demandé, dans la mesure du possible, que ces seuils de quantification soient de l'ordre d'un dixième des valeurs limites d'émissions).

Annexe 2 : Données relatives au contrôle inopiné des rejets aqueux de votre établissement (à communiquer au prestataire)

Inspecteur référent de l'unité départementale : Jérôme LEVEQUE de la DDCsPP63

Contact inspecteur : jerome.leveque@puy-de-dome.gouv.fr

Contact siège DREAL : ci-eau.pricae.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Contact siège DDPP63 : ddpp@puy-de-dome.gouv.fr

Identification des points de rejets	Paramètres à analyser (polluants)	Valeur(s) limite(s) réglementaire(s)	Valeur(s) limite(s) réglementaire(s)
		Concentration mg/l ou µg/l	<u>Flux</u> g/t : gramme par tonne de carcasses traitées ou, g/j : gramme par jour, ou kg/j : kilogramme par jour
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	1) Macropolluants		
	DCO	2000 mg/l	Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 45 kg/j
	DBO5	800 mg/l	Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j
	MEST	600 mg/l	Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 45 kg/j de DCO et 15 kg/j de DBO5
	Azote Global (Code Sandre 1551)	150 mg/l	Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 45 kg/j de DCO et 15 kg/j de DBO5 j
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	Phosphore total (Code Sandre 1350)	50 mg/l	Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 45 kg/j de DCO et 15 kg/j de DBO5
	2) Polluants spécifiques du secteur d'activité		
	Hydrocarbures totaux (Code Sandre 7009)	10 mg/l	lorsque le rejet dépasse 100 g/j
	Cuivre et ses composés (en Cu) (Code Sandre 1392)	0,150 mg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	Zinc et ses composés (en Zn) (Code Sandre 1383)	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 10 g/j
	3) Substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état de la masse d'eau		
	<u>Substances de l'état chimique</u>		
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	Nickel et ses composés (en Ni) (Code Sandre 1386)	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
	Trichlorométhane (Code Sandre 1135)	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
	Diphényléther bromés	50 µg/l somme des composés	-

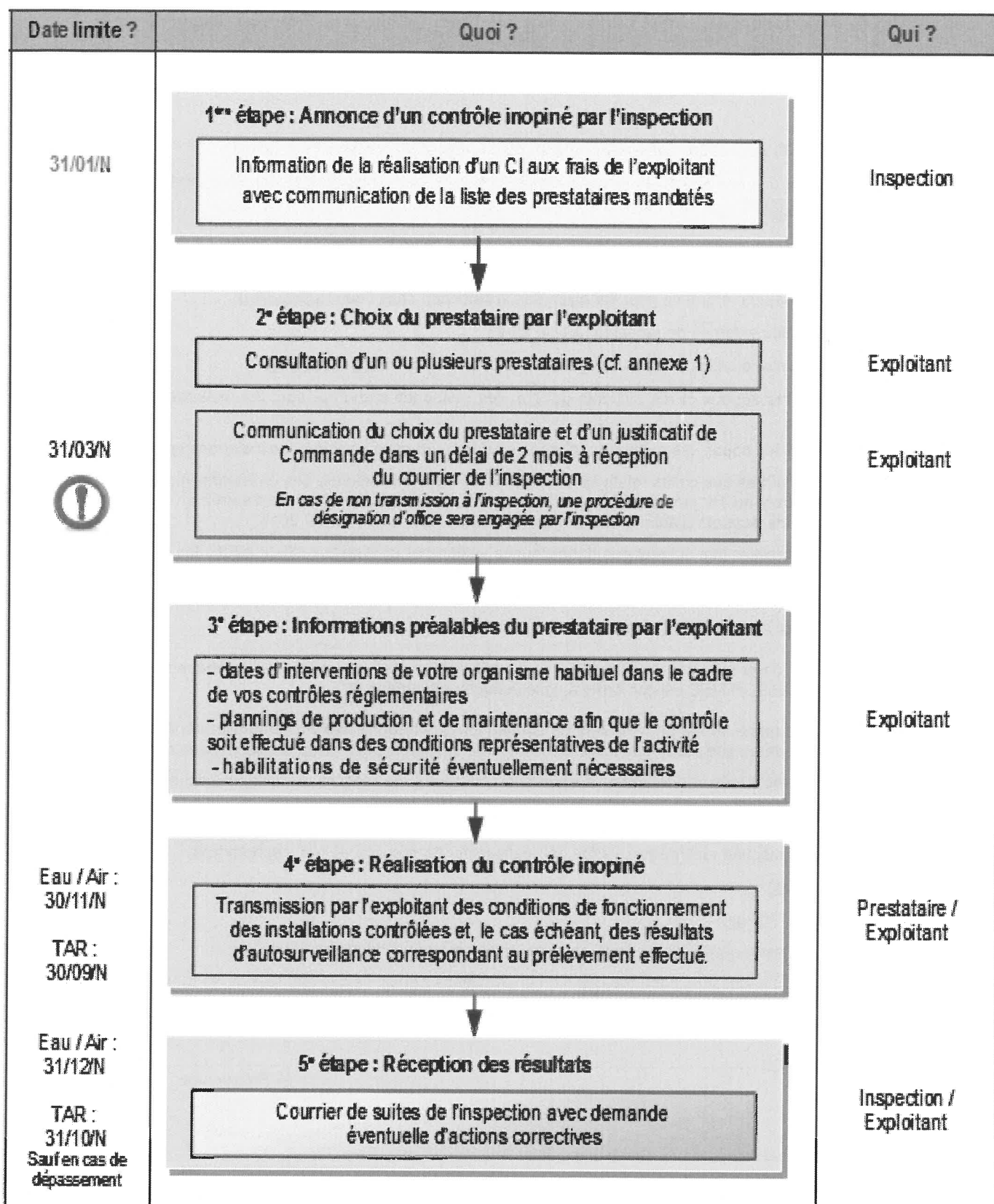
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	Tétra BDE 47 * (Code Sandre 2919)	25 µg/l	-
	Penta BDE 99 * (Code Sandre 2916)	25 µg/l	-
	Penta BDE 100 (Code Sandre 2915)	Absence	-
	Hexa BDE 153 * (Code Sandre 2912)	25 µg/l	-
	Hexa BDE 154 (Code Sandre 2911)	Absence	-
	Hepta BDE 183* (Code Sandre 2910)	25 µg/l	-
	Deca BDE 209 (Code Sandre 1815)	Absence	-
	Fluoranthène (Code Sandre 1191)	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
	Anthracène* (Code Sandre 1458)	25 µg/l	-
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	Naphtalène (Code Sandre 1517)	130 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
	Plomb et ses composés (en Pb) (Code Sandre 1382)	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
	<i>Polluants spécifiques de l'état écologique</i>		
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	Chrome et ses composés (en Cr) (Code Sandre 1389)	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
	Toluène (Code Sandre 1278)	74 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Point de rejet 1 Collecteur Station du site	4) Autres paramètres		
	Débit	Unités m³ / j	100 (rappel : débit max instantané de 20 m³/h)
	Température	°C	< 30 °C
	pH	unité pH	compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline)

Commentaires :

- la période de prélèvement devra être réalisée si possible en période de haute activité ou pendant une période la plus représentative de l'activité maximale;

- les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par les objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié

Annexe 3 : Logigramme (étapes clés de la procédure)



Annexe 4 : Références réglementaires

(

Article 32 de l'arrêté du 30 avril 2004 modifié (cf : arrêté du 24 août 2017, annexe IV article 4)

En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent notamment :

- la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 33 et 34 du présent arrêté ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;
- les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).

Pour l'analyse des effluents aqueux et les effluents gazeux, les méthodes d'analyse sont les méthodes de référence en vigueur.

Pour l'analyse des sols et des boues, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en annexe II. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

« Article 33 de l'arrêté du 30 avril 2004 (cf : arrêté du 24 août 2017, annexe IV article 5)

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO₅ et MES est conforme à celle indiquée en annexe III.

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

Lorsque l'installation possède ses propres dispositifs d'épuration et lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées ci-dessous, une mesure journalière est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

- Azote total : 50 kg/j.
- Phosphore total : 15 kg/j.

« Une mesure journalière est réalisée sur les hydrocarbures totaux si le seuil de 10kg/j est dépassé.

« Lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

	« Fréquence	Seuil de flux
Cuivre et composés (en Cu)	Mensuelle	500 g/j
	Trimestrielle(2)	200 g/j
Zinc et composés (en Zn)	Mensuelle	500 g/j

	Trimestrielle(2)	200 g/j
Autre substance dangereuse visée à l'annexe I paragraphe 4	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle(2)	20 g/j
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'annexe I paragraphe 4	Mensuelle	5 g/j
	Trimestrielle(2)	2 g/j »

Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut, le cas échéant, se référer à des fréquences différentes pour les paramètres DCO, DBO₅ (1) , MES, azote global et phosphore total.

Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires.

(1) Pour la DBO₅, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.

Ces mesures sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

